

Royaume du Maroc
Conseil National des Droits de l'Homme

Département Information et Communication

المجلس الوطني لحقوق الإنسان في الصحافة الوطنية

LE CNDH DANS LA PRESSE NATIONALE

23 Janvier 2011

23 يناير 2011

Le CNDH à Ouarzazate : Appel à la préservation des composantes du patrimoine oasien
Préserver l'ensemble des composantes du patrimoine oasien

Écrit par Anas Azizi

Préserver l'ensemble des composantes du patrimoine oasien. C'est le mot clé du colloque que vient d'organiser, le weekend dernier à Ouarzazate, le Conseil National des Droits Humains (CNDH). Les historiens, anthropologues, sociologues, ethnologues et architectes, ainsi que les acteurs civils et les intervenants publics et privés ont souligné la nécessité de prendre soin et d'entretenir les composantes matérielles et immatérielles de l'espace oasien. Pour cela, ils ont tous été unanimes à chercher les moyens et outils appropriés pour la réhabilitation et la restauration, notamment en matière d'architecture traditionnelle. Seul handicap, la loi marocaine en la matière interdit la construction en terre. Tellement riche et varié, le patrimoine oasien, qui a atteint un stade de dégradation sans précédent, ne peut laisser les différents acteurs indifférents. Les besoins sont énormes, et du coup, les approches requises devraient être nombreuses et polyvalentes. Le contexte et le prétexte du CNDH ne sont autres que les programmes d'accompagnement des recommandations de l'Instance Équité et Réconciliation en matière de réparation communautaire et d'archives, d'histoire et de mémoire. Tenue sous le thème «Les oasis du Draâ et Tafilalet, culture, histoire et développement, quelle stratégie régionale intégrée ?», la rencontre a été ainsi une occasion, non seulement pour mettre l'accent sur les richesses économiques, la diversité ethnique, les grandes potentialités humaines et la grandeur géographique, mais aussi d'un patrimoine oasien immatériel, composé des mœurs, des us, des coutumes, des traditions, des arts populaires et du savoir faire. Dans ce cadre, les participants à cette manifestation scientifique ont mis en exergue la nécessité d'accorder une importance capitale à l'intégration des chants, danses et symboles ancestraux dans la pratique de préservation du patrimoine. Une politique des musées devrait prendre forme dans ce contexte, afin d'abord d'harmoniser ce qui existe déjà, mais aussi de concevoir d'autres visant à préserver la mémoire. La proposition de concevoir des musées ouverts a été fortement appréciée dans ce sens par le président du CNDH Driss El Yazami. La question d'archives a été aussi grandement focalisée, lors de cette rencontre. « Nous avons un grand besoin en matière d'archives. Certes, il y a une loi approuvée depuis 2007 et une institution dédiée à cet effet, mais on n'a pas encore une connaissance précise de notre archives, son état, ses types, ni comment pouvoir le préserver et l'entretenir. C'est là une responsabilité de tous les acteurs, puisque tout le monde fabrique à son niveau un archive donné», fait préciser Driss El Yazami. Il a été aussi question lors de ce colloque de réflexion, de prospector les opportunités diverses à même de revivifier les oasis du sud marocain, notamment celles du Sud-est. Et là, toutes les approches ont droit d'être citées. Les débats ont été articulés autour des axes tels « la relecture et la réécriture de l'histoire des oasis », « L'inventaire des richesses patrimoniales et culturelles des oasis », « l'identification de pistes de préservation et revalorisation des cultures et patrimoines des oasis du sud-est », et enfin « l'ébauche des grandes orientations pour la création d'un musée régional capable d'abriter toutes les richesses de cette région ». La région proposée de « Dra-Tafilalet », constituée par les provinces d'Errachidia, Ouarzazate, Tinghir et Zagora, est considérée comme étant la plus sous-développée des autres régions du Maroc et la plus injustement marginalisée. Chose qui a laissé même parler de l'inopportunité de la création d'une telle région. Mais forte d'un tissu associatif riche et varié, de caractéristiques géographiques variées, de potentialités économiques de base, d'un fond culturel commun et d'une histoire commune, la région tient aujourd'hui à relever le défi et à démontrer que grâce à son potentiel humain diversifié, dont une grande partie avait même élaboré la proposition de cette région, Draa-Tafilalet cherchera dès à présent sa viabilité à tous les niveaux.

DROITS DE L'HOMME

La préservation de la mémoire, un élément indispensable

■ La préservation de la mémoire, qui fait partie aujourd'hui des droits humains, constitue "un élément indispensable pour tout pays moderne et démocratique qui veut lire ou relire son passé en tout apaisement pour mieux vivre son présent et préparer son avenir en toute quiétude",

a souligné le président du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), Driss El Yazami, samedi à Ouarzazate. Le Maroc s'est inscrit dans cette logique, notamment à travers la création de l'IER dont la mise en oeuvre des recommandations est aujourd'hui constitutionnalisée, a dit M. El Yazami, à l'ouverture du colloque "Les oasis du Drâa et du Tafilalet : culture, histoire et développement, quelle stratégie régionale intégrée?".



El Yazami au colloque «les oasis du Draa et du Tafilalet» : «Préserver la mémoire pour relire son passé en tout apaisement»

La préservation de la mémoire, qui fait partie aujourd'hui des droits humains, constitue «un élément indispensable pour tout pays moderne et démocratique qui veut lire ou relire son passé en tout apaisement pour mieux vivre son présent et préparer son avenir en toute quiétude», a souligné le président du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), Driss El Yazami, samedi à Ouarzazate. Le Maroc s'est inscrit dans cette logique, notamment à travers la création de l'IER dont la mise en Œuvre des recommandations est aujourd'hui constitutionnalisée, a dit M. El Yazami, à l'ouverture du colloque «Les

oasis du Draa et du Tafilalet: culture, histoire et développement, quelle stratégie régionale intégrée?».

Il appartient, a-t-il ajouté, à toutes les composantes de la société marocaine «de consentir tous les efforts nécessaires pour que la préservation de notre mémoire, qui fait partie de ces recommandations, se concrétise de la manière la plus positive».

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre d'une série de colloques scientifiques programmés par le CNDH pour réfléchir et débattre d'une vision des musées régionaux et d'un musée national d'histoire

qui répondent aux standards internationaux tout en s'inscrivant dans les contextes socioéconomiques et culturels des sites de leur implantation, a-t-il poursuivi.

Le colloque d'Ouarzazate, qui s'est tenu sur deux jours, a rassemblé plus de 40 chercheurs marocains et étrangers, des représentants des collectivités locales, de la société civile et des partenaires économiques.

Dans le domaine des archives, à la suite de la publication en 2006 des recommandations de l'IER, une loi moderne sur les archives a été adoptée par le Parlement en 2007 et l'institution Archives du Maroc

a été officiellement installée en 2011.

Alors que la première étape de la mise en œuvre des recommandations de l'IER a consisté en la réparation individuelle et collective et la réhabilitation des victimes des violations passées des droits humains, la deuxième est focalisée sur des activités bien précises autour de la préservation des archives, l'encouragement de la recherche sur l'histoire du temps présent et la préservation de la mémoire.

Le Programme IER 2 appuie, donc, l'opérationnalisation de l'institution Archives du Maroc. Cet appui concerne

l'aménagement du siège (provisoire), un premier inventaire des archives publiques et privées marocaines ainsi que des activités de renforcement des capacités et de formation des ressources humaines spécialisées. D'un autre côté, un appui est apporté à l'organisation des archives du CNDH et celles de l'IER.

Le Programme, au financement duquel contribue l'Union européenne, comprend aussi des activités spécifiques à la préservation de la mémoire dont essentiellement l'accompagnement de la création des musées du Rif et celui des oasis.

a été officiellement installée en 2011.

Alors que la première étape de la mise en œuvre des recommandations de l'IER a consisté en la réparation individuelle et collective et la réhabilitation des victimes des violations passées des droits humains, la deuxième est focalisée sur des activités bien précises autour de la préservation des archives, l'encouragement de la recherche sur l'histoire du temps présent et la préservation de la mémoire.

Le Programme IER 2 appuie, donc, l'opérationnalisation de l'institution Archives du Maroc. Cet appui concerne

l'aménagement du siège (provisoire), un premier inventaire des archives publiques et privées marocaines ainsi que des activités de renforcement des capacités et de formation des ressources humaines spécialisées. D'un autre côté, un appui est apporté à l'organisation des archives du CNDH et celles de l'IER.

Le Programme, au financement duquel contribue l'Union européenne, comprend aussi des activités spécifiques à la préservation de la mémoire dont essentiellement l'accompagnement de la création des musées du Rif et celui des oasis.

Une rencontre dédiée à la préservation de la mémoire

MAP

La préservation de la mémoire, qui fait partie aujourd'hui des droits humains, constitue «un élément indispensable pour tout pays moderne et démocratique qui veut lire ou relire son passé en tout apaisement pour mieux vivre son présent et préparer son avenir en toute quiétude», a souligné le président du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), Driss El Yazami,

samedi à Ouarzazate. Le Maroc s'est inscrit dans cette logique, notamment à travers la création de l'IER dont la mise en œuvre des recommandations est aujourd'hui constitutionnalisée, a dit M. El Yazami, à l'ouverture du colloque «Les oasis du Drâa et du Tafilalet: culture, histoire et développement, quelle stratégie régionale intégrée?». Il appartient, a-t-il ajouté, à toutes les

composantes de la société marocaine «de consentir tous les efforts nécessaires pour que la préservation de notre mémoire, qui fait partie de ces recommandations, se concrétise de la manière la plus positive». Cette rencontre s'inscrit dans le cadre d'une série de colloques scientifiques programmés par le CNDH pour réfléchir et débattre d'une vision des musées régionaux et d'un musée

national d'histoire qui répondent aux standards internationaux tout en s'inscrivant dans les contextes socio-économiques et culturels des sites de leur implantation, a-t-il poursuivi. Le colloque de Ouarzazate, qui s'est tenu sur deux jours, a rassemblé plus de 40 chercheurs marocains et étrangers, des représentants des collectivités locales, de la société civile et des partenaires économiques. ■



ميلاد اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بأكادير

سيشرف أمين المجلس الوطني لحقوق الإنسان، السيد محمد الصبار، على ترأس حفل تنصيب أعضاء اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بأكادير، وذلك يوم الاثنين 23 يناير 2012، بغرفة الصناعة والتجارة والخدمات بمدينة أكادير، ابتداء من الساعة الثالثة بعد الزوال.

وبالإضافة إلى الإعلان عن تركيبة اللجنة وتنصيب أعضائها، سيتم خلال هذا الحفل تقديم عرض عام عن مهام واختصاصات اللجان الجهوية لحقوق الإنسان كما جاءت بها مقتضيات الظهير المحدث للمجلس الوطني لحقوق الإنسان، الذي تضطلع هذه اللجان حسب المادة 28 منه بمهام تتبع ومراقبة وضعية حقوق الإنسان بالجهة وتلقي الشكايات المتعلقة بادعاءات انتهاك حقوق الإنسان بها. كما أن هذه اللجان تعمل، حسب الظهير نفسه، على تنفيذ برامج المجلس الوطني لحقوق الإنسان ومشاريعه المتعلقة بمجال النهوض بحقوق الإنسان بتعاون مع كافة الفاعلين المعنيين على صعيد الجهة.

وتضم كل لجنة جهوية، بالإضافة إلى رئيسها والمندوب الجهوي لمؤسسة الوسيط، أعضاء يُقْتَرَحون من لدن الهيئات التمثيلية الجهوية للقضاة والمحامين والأطباء والعلماء والصحفيين المهنيين والجمعيات والمراصد الجهوية لحقوق الإنسان والشخصيات الفاعلة في حماية حقوق الإنسان والنهوض بها، سواء منها الحقوق السياسية والمدنية والاقتصادية والاجتماعية والثقافية والبيئية، أو حقوق المرأة والطفل والأشخاص ذوي الإعاقة و حقوق المستهلك.

ويعين أعضاء اللجان الجهوية من لدن المجلس باقتراح من رئيسه، بناء على الترشيحات التي يرفعها رئيس اللجنة الجهوية إليه.

تذكير

النشاط: تنصيب اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بأكادير التابعة للمجلس الوطني لحقوق الإنسان
الزمان: الاثنين، 23 يناير 2012، ابتداء من الساعة الثالثة بعد الزوال
المكان: غرفة التجارة والصناعة والخدمات – أكادير
الاتصال: شعبة التواصل بالمجلس الوطني لحقوق الإنسان (06.62.42.61.15)
اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بأكادير التابعة للمجلس الوطني لحقوق الإنسان
(05 28 82 -52 61)

نقابة الصحفيين المغاربة غاضبة من الـ CNDH

أبدت نقابة الصحفيين المغاربة المنضوية تحت لواء الاتحاد المغربي للشغل غضبها من المجلس الوطني لحقوق الإنسان، بسبب ما وصفته النقابة، حسب بلاغها الذي توصلت به "هسبريس"، بـ "التغيب المتعمد لوجود هذا الإطار النقابي المهني الجاد ما أقدم عليه المجلس الوطني لحقوق الإنسان من تغيب لنا في مسألة تنصيب اللجان الجهوية لحقوق الإنسان، التي تتألف طبقا لمقتضيات المادة 17 من النظام الداخلي للمجلس، من رئيس و مندوب جهوي لمؤسسة الوسيط وأعضاء يمثلون الهيئات التمثيلية الجهوية للقضاة والمحامين والأطباء والعلماء والصحفيين المهنيين".

وعبرت النقابة في بلاغها الذي حمل عنوان "تنبيه الغافلين عن وجود نقابة الصحفيين" عن قلقها عن "المبالاة مقصودة تجاه أنشطة النقابة ونضالاتها من قبل الإعلام الرسمي ومن يسير في ركب العقلية البائدة في زمن الربيع العربي والإعلام البديل".

وذكر بلاغ النقابة أحمد الصبار، رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان، باللقاء الذي جمعه بالنقابة يوم 29 من نونبر الماضي بمقر المجلس في اجتماع رسمي، تركز حول اعتقال رشيد نيني وما يمكن للمجلس فعله في سبيل رفع الظلم عن مؤسس المساء، حيث أكد الصبار عن المنطق التشاركي الذي يؤطر فلسفة عمل المجلس الوطني لحقوق الإنسان كما أكد كذلك في اللقاء نفسه "فانطلقنا للتو، كمكتب تنفيذي، في تسطير مشروع برنامج عمل تشاركي مع المجلس" يضيف البلاغ.

ودعا المكتب التنفيذي للنقابة المجلس الوطني لحقوق الإنسان لتحمل مسؤولياته قصد تصحيح وضع معوج مغل بحقوق الإنسان نفسها، وإن كنا "سقطنا سهوا" من بال البعض فيها نحن ننبه.

مع تأكيده للرأي العام الوطني كون النقابة "تتلقى الضربات تحت وفوق الحزام وقد وصل الأمر إلى قطع الارزاق وآخر من دفع ضريبة مبادئه ومواقفه الزميل رضوان حفياني الذي تم طرده تعسفيا من "الصباح" بعد 11 سنة من العمل الميداني المضني".

حقوقيون ينفون معالجة الدولة لخرقاتها المرتبطة بحراك العام 1984

احتضنت قاعة العروض لغرفة التجارة والصناعة والخدمات بالناظور، بعد زوال السبت، ندوة حقوقية خاصة بماضي انتهاكات حقوق الإنسان بالرّيف عموماً، وانتفاضة العام 1984 على وجه خاص، حيث أطرها منتمون إلى كل من جمعية الريف لحقوق الإنسان والمنظمة المغربية لحقوق الإنسان ومنتدى الحقيقة والإنصاف، إلى جوار المجلس الوطني لحقوق الإنسان.

وقال شكيب الخياري، رئيس الـARDH، ضمن كلمة استهلاكية، إنّ تخليد الذكرى الـ28 لانتفاضة الكرامة بالريف يأتي للسنة السابعة على التوالي من بعد التخليد البدئي الذي أطلقته جمعية أنوال للتنمية والتضامن عام 2005 ليخرج هذا الفعل من مرحلة الحظر ويغدو مُعتاداً.. وأضاف الخياري أنّ ملف ضحايا العام 1984 بالمنطقة لم يغلق بعد لأنّ الجمعية "تتوفر على شهادة استقفا مسؤول معروف من قريب له رحل بعد توليه الإشراف على قسط من المهام الأمنية بالمنطقة، وتفيد باحتضان الثكنة العسكرية للناظور مقبرة جماعية لم تنبش بعد".

مداخلة محمّد بيجو، عن المنظمة المغربية لحقوق الإنسان، شهدت التذكير بمسار التنكيل الذي طال الناظوريين المحتجين على ارتفاع أسعار المواد الأساسية منتصف ثمانينيات القرن الماضي، وأردف بأنّ تعاطي هيئة الإنصاف والمصالحة مع الموضوع تمّ بشكل "فضاحي" يعادل ذات التعاطي مع وقائع العامين 58 و59 بالرّيف.. كما أورد بيجو بأنّ "هيئة الإنصاف والمصالحة ساندت التدبير الرسمي لملف الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان، خاصة في استجلاء الحقيقة وتحديد المسؤوليات".

شكيب الخياري انتقد سير التقصي الذي قاده هيئة الإنصاف والمصالحة بالرّيف، عن أحداث نهاية الخمسينيات ومنتصف الثمانينيات، مستغرباً ترويجها لمعطى "ندرة المصادر وعدم رغبة ساكنة المنطقة في الحديث عمّا جرى.. وقال الخياري: "بالإمكانات المتواضعة التي يتوفر عليها مركز الريف لحفظ الذاكرة تمكّنا من مراكمة شهادات صادمة صادرة عن الذاكرة الجماعية لساكنة المنطقة.. ومنه فإنّ الهيئة لم يكن لديها الرغبة في الإصغاء قبالة مجتمع يؤرّخ لماضيه وينقل الأحداث بأمانة للأجيال اللاحقة".

محمّد بيجو اتهم تقرير هيئة الإنصاف والمصالحة بـ "تهريب الحقيقة".. موجّها سهام الانتقاد بالأساس إلى تغييب أحداث الريف 58-59 عن التقرير النهائي مع الإشارة إلى "إحالتها على معهد التاريخ المعاصر للمغرب الموصى بإحداثه دون أن يرى التور إلى الآن"، مشيراً بأن المراد هو "التهرب من التناول الحقيقي للموضوع، وطمس الفضاة التي تعرضت لها المنطقة من الدولة المغربية باستخدام همجي وعدواني لترسانة القمع، وقصر هذه الجرائم في البحث التاريخي".

الموعد عرف نقاشاً متشعباً كان من بينه تنصيب الممثل الجهوي للمجلس الوطني لحقوق الإنسان على غياب دليل مرجعي موحد للتعاطي مع الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان، معتبراً بأنّ الحقيقة نسبية كالمصالحة، أطرها الواجب الأخلاقي للمشرفين على تصفية الملفات الموروثة عن الماضي في إطار التغيير وسط الاستمرار وبشكل غير قضائي.. فيما انصبت باقي المداخلات على جوانب شتى من الموضوع، من بينها "تلاعبات طالت تمويلات جبر الضرر الجماعي بالمنطقة" وطالب متدخلون بضرورة "متابعة الأمر بتحقيق دقيق للـCNDH يقف على ما وقع ويعاقب المتلاعبين".

